

N/Réf. : Convention 14.33

CONVENTION DE RECHERCHE N° 215. 10.10.32

REF. : 14.33

Date de début de la convention : 10 septembre 2015
Date de fin de contrat : 10 septembre 2017

VU L'ARRETE DU 11 FEVRIER 1994 PORTANT APPROBATION DE LA CREATION D'UN GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC MISSION DE RECHERCHE DROIT ET JUSTICE (CI-DESSOUS DENOMME "GIP"),

VU L'ARRETE DU 28 MAI 1996 APPROUVANT L'AVENANT n°1 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GIP MISSION DE RECHERCHE DROIT ET JUSTICE,

VU L'ARRETE DU 17 FEVRIER 2000 APPROUVANT L'AVENANT n°2 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GIP MISSION DE RECHERCHE DROIT ET JUSTICE,

PAR DECISION DU 22 DECEMBRE 2005 APPROUVANT L'AVENANT n°3 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GIP MISSION DE RECHERCHE DROIT ET JUSTICE,

PAR DECISION DU 22 DECEMBRE 2011 APPROUVANT L'AVENANT n° 4 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GIP MISSION DE RECHERCHE DROIT ET JUSTICE,

VU LE PROGRAMME SCIENTIFIQUE ET L'ANNEXE FINANCIERE PRESENTES PAR LE RESPONSABLE SCIENTIFIQUE ET L'ORGANISME BENEFICIAIRE,

Entre les soussignés :

- Le GIP « Mission de recherche Droit et Justice »
13, place Vendôme 75042 PARIS cedex 01
N°SIREN/SIRET : 18008950000045
représenté par son Directeur,
désigné ci-après par le terme la « **Mission** »,

- Le CNRS Délégation Rhône Auvergne - DR7
2 avenue Albert Einstein BP 1335 69609 VILLEURBANNE Cedex
N° SIREN/SIRET : 18008901300668
représenté par son Délégué Régional,
désigné ci-après par le terme le « **Contractant** »,

.. L'université Lumière - Lyon II, établie
sément public à caractère scientifique
culturel et professionnel dont le siège
est situé 18 Quai Claude Bernard
69365 LYON Cedex 07, représenté par
son président, Monsieur Jean-Luc
Mayaud.

et

- Adrien BASCOULERGUE, Maître de conférences, Université Paris I
- Gilda NICOLAU, Professeur de droit privé et de sciences criminelles, Université Paris I
- Philippe CHARRIER, Chercheur associé, Centre Max Weber
Désignés ci-après par le terme « **Le Responsable Scientifique** »,

Ministère de la justice

13, Place Vendôme - 75042 Paris cedex 01 - Tél. : 01 44 77 66 60 - Fax : 01 44 77 66 70
e-mail : mission@gip-recherche-justice.fr - Site internet : www.gip-recherche-justice.fr

PC
GV A.B

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Article 1 – OBJET DU CONTRAT

La présente convention a pour objet la réalisation du programme suivant :

Intitulé : «Analyse socio-juridique des dispositifs de médiation dans trois cours d'appel : de la prescription à l'accord de médiation»

Objet : La recherche aura pour objet de poursuivre les travaux effectués par l'observatoire de la médiation.

L'équipe de recherche composée de trois laboratoires (Centre Max Weber, Laboratoire d'Anthropologie du Juridique de Paris, Droit, contrat et Territoire) partira de l'hypothèse selon laquelle la réussite des projets de médiation résulte de la conjonction de facteurs liés aussi bien aux parcours de vie, qu'aux expériences professionnelles des principaux acteurs de la médiation : magistrats, médiateurs, avocats, médiés.

Cette recherche sera plus particulièrement axée sur les acteurs de la médiation et les parties ainsi que sur l'évaluation des facteurs de réussite et l'impact de la médiation.

Ce travail sera effectué :

- à partir d'une recherche empirique en opérant un suivi longitudinal des dossiers depuis l'envoi en médiation par le magistrat prescripteur jusqu'à la réussite ou l'échec du processus,
- en analysant toutes les formes de prescriptions, qu'elles soient proposées ou ordonnées,
- en effectuant des entretiens avec les acteurs directs de la médiation et sur une participation active des parties dans le processus de résolution du conflit.

Une importance toute particulière sera accordée à l'analyse du profil socioprofessionnel des parties impliquées dans les différents types de médiation.

Ce projet est construit sur une coopération et une collaboration avec celui réalisé par le Centre de Recherches et d'Analyses Juridiques de l'Université de Pau et des pays de l'Adour plus particulièrement axé sur la notion de médiation comparativement à celle de conciliation et des autres modes amiables de règlement des différends. Les deux projets sont complémentaires quant aux objectifs de recherche, au regard de l'ensemble des attendus de l'appel à projet.

Article 2 – LE RESPONSABLE SCIENTIFIQUE DE LA RECHERCHE

Ce programme sera réalisé par :

- Le Centre Max Weber (CNRS-UMR 5283)
Institut des Sciences de l'Homme
14 avenue Berthelot
69363 LYON cedex 07

En collaboration avec

- Le Laboratoire d'Anthropologie du Juridique de Paris
(UMR 8103 de droit comparé de Paris I - CNRS)
Centre Malher
9 rue Malher
75181 PARIS Cedex 04
- Droit, contrat et Territoire (Université Lyon II)
4 bis rue de l'Université
Bât CLIO - Bureau C 165
69365 LYON

Sous la responsabilité scientifique conjointe de :

- Adrien BASCOULERGUE
Maître de conférences en droit privé – Université Paris I *Lyon II*
- Gilda NICOLAU
Professeur de droit privé et de sciences criminelles – Université Paris I
- Philippe CHARRIER
Chercheur associé – Centre Max Weber

Article 3 – DOCUMENTS CONSTITUANT LA CONVENTION

Tout bénéficiaire d'une participation de la Mission au financement de recherches s'engage à respecter les obligations définies dans les documents suivants :

- la présente convention,
- l'annexe financière (annexe I),
- le projet de recherche et autres annexes scientifiques complétant ou amendant ce document.

Le Contractant et le Responsable Scientifique s'engagent au respect des conditions de réalisation des prestations prévues dans l'ensemble de ces documents. En particulier, et sans que cette liste soit exhaustive, ils s'engagent à se conformer :

- à l'objet tel que défini par le projet de recherche,
- à la composition de l'équipe affectée au projet,
- au calendrier des différentes phases d'exécution des prestations.

Toute modification importante de la convention, de quelque nature qu'elle soit, devra faire l'objet, au préalable, d'un accord formel du Directeur de la Mission, soit par voie d'avenant à la convention, soit par échange de courriers entre les parties, au choix de la Mission.

Article 4 – MONTANT DU CONTRAT

Une somme de **32.701 €**
(Convention exonérée de TVA)
est allouée par la Mission

au CNRS Délégation Rhône Auvergne - DR7
2 avenue Albert Einstein
BP 1335
69609 VILLEURBANNE Cedex

représenté par son Délégué Régional

La somme allouée couvre les frais et charges de toutes natures occasionnés pour la réalisation de la recherche et l'exécution des prestations comme détaillés dans l'annexe financière (Cf Annexe I), partie à la présente convention.

Dans le cas où des partenaires tiers seraient impliqués dans le financement des prestations, le Contractant s'engage :

- à respecter les termes du contrat conclu avec la Mission

et

- à ce que les contrats signés avec des tiers respectent les termes de la présente convention et ne soient pas contradictoires avec lesdites dispositions.

La Mission pourra demander au Contractant ou au Responsable Scientifique de lui communiquer, le cas échéant, les conventions signées avec des tiers. Ceux-ci devront faire droit à cette demande.

En tout état de cause, et même en cas de communication des contrats signés par le Contractant avec des tiers, ceux-ci ne seront pas opposables à la Mission.

Article 5 – DUREE DU CONTRAT

La durée du programme, à compter de la date de notification de la présente convention et telle que mentionnée sur la présente convention, est de **24 mois**.

Article 6 – PRESTATIONS – CONDITIONS ET DELAIS DE REALISATION –

L'accomplissement des prestations objet de la présente convention donnera lieu à la réalisation des livrables suivants :

- Note Méthodologique,
- Rapport Intermédiaire,
- le rapport final, la note de synthèse et le résumé, nommés ci-dessous « Résultats de la Recherche ».

6-1 Dispositions communes à l'ensemble des documents scientifiques

- 6-1-1 Langue d'usage

L'ensemble des rapports et documents scientifiques ci-dessus seront rédigés en langue française. Des dispositions spécifiques peuvent être contractuellement prévues, dans le cadre de travaux particuliers.

- 6-1-2 Anonymat des données

L'ensemble des rapports scientifiques doit garantir – sauf accord exprès des intéressés – le total anonymat des personnes dont il est fait état dans la recherche.

6-2 Note Méthodologique

- 6-2-1 Objet de la prestation

La Note Méthodologique, document de 15.000 à 20.000 signes, espaces comprises, fait le point sur la toute première phase de l'exécution du projet de recherche. Elle fait état des approfondissements ou ajustements problématiques et méthodologiques que les premières opérations de recherche auraient pu rendre nécessaires.

Le Responsable Scientifique du projet doit rendre compte des conditions pratiques de mise en oeuvre du projet de recherche : accès aux sources, contacts avec les personnes sollicitées pour des entretiens, calendrier de la recherche, etc.

- 6-2-2 Forme de la prestation

Ce document est remis en **quatre** exemplaires papier et sous format électronique (PDF), à la date prévue à l'article 7.1 de la convention.

- 6-2-3 Validation de la Note Méthodologique

Le Directeur de la Mission, ou toute autre personne qui lui sera substituée, disposera de deux mois à compter de la réception de la Note Méthodologique et pourra :

- valider la Note Méthodologique

ou

- faire part au Responsable Scientifique, par tout moyen, de ses remarques et demandes de modifications de cette Note. Le Responsable Scientifique disposera alors d'un mois à compter de la réception, pour corriger la Note Méthodologique en tenant compte de ces remarques.

Le Responsable Scientifique remettra la Note Méthodologique modifiée au Directeur de la Mission sous format électronique (PDF).

Le Directeur de la Mission, ou toute autre personne qui lui sera substituée, disposera alors d'un mois pour :

- valider la Note Méthodologique modifiée,

ou

- rejeter la Note Méthodologique modifiée. Le rejet de la Note Méthodologique mettra fin au contrat.

6-3 Rapport Intermédiaire

- 6-3-1 Objet de la prestation

Document de 100.000 signes minimum, espaces et notes comprises et hors annexes et bibliographie, à l'exception des cas spécifiques ayant obtenu l'accord préalable de la Mission, le Rapport Intermédiaire fait le point sur l'avancement des travaux et leurs probables développements. Un premier état est fait des résultats provisoires de recherche.

La convention prévoit la remise d'un ou, à titre exceptionnel, de plusieurs Rapports Intermédiaires.

- 6-3-2 Forme de la prestation

Ce document doit être remis en **quatre** exemplaires papier et sous format électronique (PDF), à la date prévue à l'article 7.1 de la présente convention.

- 6-3-3 Validation du Rapport Intermédiaire

Le Directeur de la Mission, ou toute autre personne qui lui sera substituée, disposera de trois mois à compter de sa réception pour examiner le Rapport Intermédiaire et pourra :

- valider le Rapport Intermédiaire,

ou

- faire part au Responsable Scientifique, par tout moyen, de ses remarques et demandes de modifications du Rapport. Le Responsable Scientifique disposera alors d'un mois à compter de sa réception, pour corriger le Rapport Intermédiaire en tenant compte de ces remarques.

Le Responsable Scientifique remettra le Rapport Intermédiaire modifié à la Mission sous format électronique (PDF).

Le Directeur de la Mission, ou toute autre personne qui lui sera substituée, disposera alors de deux mois pour :

- valider le Rapport Intermédiaire modifié,

ou

- rejeter le Rapport Intermédiaire modifié. Le rejet du Rapport Intermédiaire mettra fin au contrat.

6-4 Résultats de la Recherche

- 6-4-1 Objet de la prestation

Les Résultats de la Recherche sont présentés par le Responsable Scientifique – en version papier et sous format numérique (PDF). Ils comprennent :

- un rapport final,
- une note de synthèse,
- un résumé
- et, le cas échéant, des documents dits "annexes".

- 6-4-2 Forme des prestations

Les Résultats de la Recherche, sous format papier et électronique (PDF) prendront la forme suivante :

- un rapport final, proposant l'ensemble des analyses et conclusions issues de la recherche, comprenant un minimum de 300.000 signes – espaces et notes comprises et hors annexes et bibliographie,
- éventuellement des documents dits "annexes" (résultats d'enquêtes, tableaux statistiques, contenus d'interviews, etc.). Ils sont destinés à étayer les analyses et les conclusions du rapport final et à démontrer l'ampleur du travail réalisé,
- une note de synthèse, de 20.000 à 30.000 signes (espaces et notes comprises),
- un résumé, d'un maximum de 3.000 signes (espaces comprises), qui figurera en quatrième de couverture du rapport final.

Des dispositions spécifiques peuvent être contractuellement prévues, dans le cadre de travaux particuliers.

L'ensemble de ces documents devra être remis à la date fixée à l'article 7-1 ci-dessous.

- 6-4-3 Validation des Résultats de la Recherche

6-4-3-1- Première remise

Dans un premier temps, **le rapport final et ses éventuelles annexes, la note de synthèse et le résumé** doivent être adressés – dans leur forme définitive (cf. article 6-4-4 ci-dessous), non obligatoirement reliée –, **en trois exemplaires**, à la Mission, pour évaluation préalable avant tirage définitif.

Le Directeur de la Mission, ou toute autre personne qui lui sera substituée, disposera de trois mois à compter de leur réception pour examiner le rapport final, la note de synthèse et le résumé. Il pourra :

- valider ces documents,

ou

- faire part au Responsable Scientifique, par tout moyen, de ses remarques éventuelles. Celui-ci disposera alors à son tour de deux mois à compter de la réception des remarques de la Mission pour corriger le rapport final, la note de synthèse et le résumé en tenant compte de ces remarques.

Le Responsable Scientifique remettra les Résultats de la Recherche (rapport final, note de synthèse et résumé) modifiés à la Mission sous format électronique (PDF).

Le Directeur de la Mission, ou toute autre personne qui lui sera substituée, disposera alors de deux mois à compter de la date de remise des documents modifiés pour les examiner et pourra :

- les valider, modifiés

ou

- les rejeter, modifiés.

Le rejet des Résultats de la Recherche (rapport final, note de synthèse et résumé) modifiés mettra fin à la convention.

6-4-3-2 - Tirage définitif

Le tirage définitif est effectué après prise en compte des observations transmises par le Directeur de la Mission et validées par celui-ci.

Les Résultats de la Recherche (comprenant le rapport final, la note de synthèse et, en quatrième de couverture, le résumé) sont transmis en **cinquante** exemplaires, accompagnés d'une version numérisée (PDF) de l'ensemble des documents. La Mission se réserve le droit de procéder à un retraitage de ces documents.

- 6-4-4 Présentation des documents

6-4-4-1 - Rapport final

Le rapport final sera mis en ligne sur le site Internet de la Mission.

- Couverture, page de garde et quatrième de couverture

La couverture du rapport doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- le titre de la recherche,
- le nom du ou des principaux auteurs, avec une indication sommaire de leurs qualité et organisme d'appartenance,
- la mention : « Recherche réalisée avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice »,
- la date d'identification du rapport (date de sa remise **effective** au GIP - mois et année -),
- le logo de la Mission.

La page de garde reprend, le cas échéant d'une manière plus exhaustive et détaillée, les indications de la couverture concernant les auteurs de la recherche :

- nom de l'ensemble des auteurs,
- qualité et principaux titres de chacun d'entre eux,
- organisme d'appartenance (les sigles étant développés).

En outre, doit obligatoirement figurer la mention suivante :

Le présent document constitue le rapport scientifique d'une recherche réalisée avec le soutien du GIP Mission de recherche Droit et Justice (convention n° ...). Son contenu n'engage que la responsabilité de ses auteurs. Toute reproduction, même partielle, est subordonnée à l'accord de la Mission.

Sur la quatrième de couverture figurera le résumé de la recherche.

- Autres éléments du rapport final

Le rapport final comporte également (selon le cas) :

- un sommaire avec indication de la pagination, en tête du rapport,
- une bibliographie, en fin de volume,
- une liste des sigles et principales abréviations utilisés,
- un index, si nécessaire,
- une liste des annexes,
- une table des matières détaillée, en fin de rapport.

- Autres règles de présentation matérielle

Tous les exemplaires du rapport doivent être reproduits en recto-verso; ils doivent être brochés ou reliés.

Le rapport et les éventuelles annexes sont numérotés en continu.

Si les annexes font l'objet d'un document séparé, la couverture et la page de garde des annexes reproduisent les mêmes informations que celles portées sur la couverture du rapport (soutien de la Mission, nom et qualité des auteurs, titre de la recherche, organisme, date, logo de la Mission...) et portent la mention "annexes" de façon lisible (couverture et page de garde). Les annexes sont alors également précédées d'un sommaire détaillé avec indication de la pagination propre aux annexes.

6-4-4-2 - Résumé et note de synthèse

Le résumé et la note de synthèse, parties intégrantes des Résultats de la Recherche, sont destinés à être diffusés avec le rapport final. Ils sont susceptibles d'être publiés par la Mission dans son rapport d'activité. Ils seront mis en ligne sur le site Internet de la Mission.

- Résumé

Le résumé est un document de 3.000 signes maximum, espaces comprises. Il mentionne le titre de la recherche, suivi du sous-titre : « Résumé », avec indication du nom des auteurs et de l'organisme d'appartenance.

Le résumé présente les objectifs de la recherche, sa méthodologie et les principaux résultats de la recherche

- Note de synthèse

La note de synthèse comprendra entre 20.000 à 30.000 signes (espaces et notes comprises). Sont reproduites, sur une page de garde, les mêmes indications que celles portées sur la couverture du rapport final.

Compte tenu de sa destination et des exigences d'harmonisation, cette note doit être subdivisée, d'une manière apparente, en différentes parties, qui peuvent être d'inégale importance, faisant clairement apparaître :

- la problématique retenue ainsi que les objectifs de la recherche,
- l'énonciation et la justification des choix méthodologiques effectués,
- les terrains ou données ayant servi de support à la recherche dans une présentation anonymisée,
- les principales conclusions de la recherche,
- les pistes de réflexion ouvertes, les reformulations opérées,
- éventuellement, les applications envisageables.

Ce document est rédigé dans un vocabulaire accessible à tout public et une attention particulière doit être apportée à la présentation suffisamment exhaustive des principales conclusions de la recherche.

6-5 Documents à fournir par la Mission

La Mission mettra à la disposition du Responsable Scientifique les documents en sa possession, nécessaires à la réalisation des prestations. La Mission déterminera, en accord avec le Responsable Scientifique, quels sont les documents nécessaires à l'exécution de la recherche.

6-6 Participation du Responsable Scientifique aux événements organisés par la Mission

Le Responsable Scientifique s'engage à contribuer aux journées de rencontre (échanges et séminaires) et de valorisation que la Mission pourrait organiser. En particulier il s'engage à participer à des opérations de restitution des conclusions de ses travaux devant les administrations et professionnels du droit et de la justice, notamment en vue d'envisager les applications possibles de ses recherches.

6-7 Adresse de livraison

Les documents papier doivent être :

- adressés, par **voie postale**, au :
- GIP Mission de recherche Droit et Justice
- Ministère de la Justice – site Michelet -
- 13, place Vendôme
- 75042 PARIS Cedex 01

ou

- **livrés** directement dans les locaux de la Mission :
- GIP Mission de recherche Droit et Justice
- Ministère de la Justice – site Michelet -
- 2-14, rue des Cévennes
- 75015 PARIS

Les documents numériques (PDF) doivent être envoyés à l'adresse électronique de la Mission : mission@gip-recherche-justice.fr

Article 7 – MODALITES FINANCIERES

7-1 Calendrier

Les rapports scientifiques devront être remis comme suit :

- Note Méthodologique :
1 mois après la notification de la convention, en **quatre** exemplaires papier et en version numérisée (PDF) ;
- Rapport Intermédiaire :
12 mois après la notification de la convention, en **quatre** exemplaires papier et en version numérisée (PDF) ;
- Résultats de la Recherche :
à l'expiration de la convention, soit **24 mois** après la notification de la convention :
 - en **trois** exemplaires et en version numérisée (PDF), pour validation par la Mission,
 - en **cinquante** exemplaires et en version numérisée (PDF) après validation par la Mission.

7-2 Echéancier des versements

- 7-2-1 Echéancier

7-2-1-1 - *Le premier versement*, d'un montant de **13.100 €**, sera effectué après remise et validation, par la Mission, de la **Note Méthodologique**, comme prévu aux articles 6.2 et 7.1 ci-dessus et sur présentation d'une facture, **établie au nom de la Mission de recherche Droit et Justice**.

7-2-1-2 - *Le deuxième versement*, d'un montant de **6.501 €**, sera versé après remise et validation par la Mission du **Rapport Intermédiaire**, comme prévu aux articles 6-3 et 7-1 ci-dessus et sur présentation d'une facture, **établie au nom de la Mission de recherche Droit et Justice**.

7-2-1-3 - *Le solde*, d'un montant de **13.100 €**, sera versé, comme prévu aux articles 6-4 et 7.1 ci-dessus :

- après remise et validation de l'ensemble des **Résultats de la Recherche** (rapport final, note de synthèse et résumé) et des documents comptables,
- après remise des documents, en **cinquante** exemplaires,
- sur présentation d'une facture et du mémoire de l'ensemble des dépenses effectuées dans le cadre de la convention, **établis au nom de la Mission de recherche Droit et Justice**.

Le versement du solde sera effectué après validation du rapport final, de la note de synthèse et du résumé par la Mission, telle que prévue à l'article 6-4-3, et dès que la Mission aura considéré que le Responsable Scientifique aura pleinement satisfait aux obligations prévues dans la convention et notamment que les réponses aux demandes éventuelles de documents et/ou de précisions complémentaires formulées par la Mission auront été jugées satisfaisantes.

- 7-2-2 Justificatifs comptables

Tous les documents comptables doivent être

- des documents originaux,
- datés,
- signés selon le cas, par l'agent comptable, le trésorier ou le comptable habilité par le Contractant,
- établis sur papier à en-tête du Contractant.

La facture, nécessaire à chacun des trois versements, devra :

- être établie, en **deux** exemplaires, **au nom de la Mission de recherche Droit et Justice**,
- permettre d'identifier la convention,
- et rappeler le terme de l'échéance et le montant du paiement à effectuer.

Le mémoire justificatif des dépenses :

- doit fournir la justification de l'emploi des fonds, sur la base des postes de dépenses fixés par la convention.
- consiste en un relevé détaillé des dépenses. Seules seront prises en compte les dépenses postérieures à la date de notification du contrat et antérieures à celle de l'achèvement de la recherche.

Exception pourra être faite de la dépense relative à la reprographie des cinquante exemplaires des documents de fin de recherche. Compte tenu des délais nécessaires à la validation des travaux, les dépenses de reprographie du rapport final pourront en effet être prises en compte dans la limite d'un mois à compter de la validation du rapport final par la Mission. Dans ce cas, une demande écrite sera adressée à la Mission.

7-3 Modalité des versements par la Mission

La subvention accordée dans le cadre de la présente convention n'est pas forfaitaire. Son montant final est calculé par rapport à la dépense réelle, plafonnée au budget accordé dans le cadre de la convention, établi sur la base de prévisions établies par le Contractant.

Si la dépense réelle est supérieure à la dépense prévisionnelle, la subvention sera, au plus, égale au montant prévu dans la présente convention.

Si le total des dépenses est inférieur au montant total de la subvention, le dernier versement se fera à hauteur maximum des dépenses effectuées, telles que détaillées dans le mémoire justificatif, sous réserve de l'évaluation ou de l'approbation, par la Mission, de l'ensemble des documents scientifiques et comptables.

Sauf autorisation spéciale de la Mission, seules seront prises en compte les dépenses :

- effectuées entre les dates de début et de fin de la convention (à l'exception des frais de reprographie des Résultats de la Recherche – cf. article 7-2-2 supra),
- dont la nature correspond aux dépenses prévues dans le budget prévisionnel,
- attestées par un mémoire des dépenses (état récapitulatif détaillé par poste, conformément au budget prévisionnel annexé à la convention). Ce document, daté, doit être établi sur papier à entête de l'organisme bénéficiaire et signé, selon le cas, par l'agent comptable, le trésorier ou le comptable habilité de l'organisme bénéficiaire.

7-4 Reversement total ou partiel de la subvention par le Contractant à la Mission

Le reversement total ou partiel de la subvention sera exigé dans les cas suivants :

- non-remise ou non validation par la Mission des rapports scientifiques (Note Méthodologique, Rapport Intermédiaire, Résultats de la Recherche),
- absence de production du compte rendu financier. Faute de justificatif, aucune dépense ne pourra être prise en compte,
- non-respect des obligations du bénéficiaire ayant entraîné la résiliation de la convention (cf. *infra* article 11),
- objet de la recherche modifié sans l'accord de la Mission, ou contre l'avis de celle-ci,
- dépenses inférieures aux versements déjà effectués. Un ordre de reversement, du montant du trop-perçu, sera alors établi à l'encontre du Contractant.

7-5 Coordonnées bancaires du bénéficiaire

Nom et adresse : Agent comptable secondaire du CNRS – Délégation Rhône Auvergne
 Code Banque : 10071
 Code Guichet : 69000
 N° du Compte : 00001004266 Clé RIB : 70
 Domiciliation bancaire : TPLYON
 IBAN : FR76 1007 1690 0000 0010 0426 670
 BIC : TRPUFRP1

Si les coordonnées bancaires du Contractant viennent à être modifiées, celui-ci devra notifier en temps utile ce changement à la Mission.

Article 8 – OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à mettre en œuvre toute la diligence requise conformément à l'obligation de résultats qui lui incombe pour remettre les prestations selon les délais stipulés à l'article 7.2.

Le Contractant s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis des personnels extérieurs à son établissement qu'il estimerait devoir rémunérer dans le cadre de la convention. Il garantit à la Mission qu'il assume vis-à-vis de ces personnels ses obligations légales et réglementaires (et notamment les dispositions du code du travail, du code administratif et du code de la sécurité sociale) et qu'il a pris connaissance de la réglementation en vigueur. Il reconnaît que la Mission a appelé son attention sur ce point.

Article 9 – PROPRIETE INTELLECTUELLE ET PUBLICATIONS

9-1 Propriété intellectuelle/Cession de droit

Le Responsable Scientifique cède à la Mission le droit d'imprimer, de faire imprimer, publier, reproduire, adapter et promouvoir les résultats et les rapports, sous toute forme, dans toute langue ou dans tout pays, et ce, pour la durée légale de protection des résultats et des rapports.

La cession est consentie à titre non exclusif, sous réserve du parfait respect, par le Responsable Scientifique, de ses obligations définies ci-après.

Le Responsable Scientifique cède expressément à la Mission l'adaptation, la reproduction, la production et la représentation des résultats et les rapports.

La cession permet ainsi à la Mission :

- de reproduire les résultats et les rapports ;
- de traduire les résultats et les rapports ;
- de reproduire les résultats et les rapports sur tous types de supports, papier ou numérique, et de les adapter ou de les reproduire sous forme d'extraits ou de résumés ;
- de distribuer les résultats et les rapports ;
- de communiquer au public et de représenter les résultats et les rapports par tous vecteurs et médias ;
- de communiquer les résultats et les rapports au public sans mesure technique de protection qui en interdirait la copie.

La Mission pourra utiliser les rapports et les résultats pour ses besoins propres et ceux des collectivités et organismes partenaires. Le nom du Responsable Scientifique sera mentionné lors de l'utilisation des résultats.

Le Responsable Scientifique pourra utiliser les résultats pour ses besoins propres de recherche, de publications scientifiques et d'enseignement, sous réserve du respect des conditions prévues à l'article 9-2 ci-dessous.

~~En cas d'exploitation des résultats à des fins commerciales, les parties conviennent de se réunir pour en définir les modalités et négocier et conclure un contrat définissant les conditions d'exploitation des résultats. On entend par exploitation à des fins commerciales les exploitations réalisées par des organismes privés en application d'un contrat avec la Mission, à destination du grand public et moyennant le versement d'un prix par ledit public, soit essentiellement l'édition d'ouvrages par des tiers, et ce en dehors des ouvrages et collections édités ou co-édités par la Mission.~~

9-2 Communication externe des résultats

- 9-2-1 Dispositions générales

La communication ou la publication de tout ou partie des résultats et/ou des rapports et la publication des résultats et/ou des rapports modifiés par le Responsable Scientifique est soumise à l'approbation du Directeur de la Mission.

Le Responsable Scientifique s'engage, dans la rédaction des publications/communications des résultats, à citer les sources des études et recherches qu'il aura été conduit à utiliser pour la réalisation de la recherche.

Pour les articles et ouvrages publiés par le Responsable Scientifique utilisant ou portant sur les résultats et/ou les rapports ou une partie substantielle de ceux-ci, les références précises de la publication devront être communiquées au Directeur de la Mission, pour information.

Dans le cas de la publication d'un ouvrage, trois exemplaires de celui-ci devront être remis à la Mission, dans les plus brefs délais après leur publication. En cas de publication sous forme d'article, celui-ci sera communiqué à la Mission sous format numérique.

Les publications et communications portant sur les rapports et les résultats, qu'elles soient le fait de la Mission ou du Responsable Scientifique, devront mentionner le concours apporté par chacune des parties à la réalisation de la recherche (scientifique pour le Responsable Scientifique, financier pour la Mission).

- Dans le cadre d'une publication par le Responsable Scientifique d'un ouvrage utilisant ou portant sur la recherche ou ses résultats, devront figurer la mention "Recherche réalisée avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice" ainsi que le logo de la Mission.
- Dans le cadre d'une publication, par le Responsable Scientifique, d'un article utilisant ou portant sur la recherche ou ses résultats dans une revue scientifique, un magazine et/ou

un journal la mention "*Recherche réalisée avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice*" devra figurer dans le corps de l'article ou en note de bas de page.

La Mission se réserve le droit d'exiger qu'il ne soit pas fait mention du financement apporté par la Mission dans certaines publications et communications.

La publication d'ouvrages s'inscrit dans la politique générale de la Mission en matière d'édition. Si la Mission décidait d'utiliser ou de publier tout ou partie des résultats dans l'une de ces collections, cette publication se réaliserait dans le cadre de l'accord passé entre la Mission et l'Editeur.

- 9-2-2 Garanties particulières

Dans l'hypothèse d'un co-financement, le Responsable Scientifique garantit :

- qu'il dispose de toutes les autorisations nécessaires en vue d'une publication,
- qu'il est l'auteur et le titulaire exclusif des droits sur les rapports/les résultats et que les rapports/les résultats sont originaux et n'ont jamais été publiés,
- que les rapports/les résultats ne contiennent aucun élément diffamatoire, illégal et en tout état de cause, aucun élément susceptible de donner lieu à une action en justice,
- que les rapports/les résultats ne violent aucun droit de propriété intellectuelle ou droit au respect de la vie privée de toute personne ou entité.

Le Contractant s'engage à indemniser la Mission et à la garantir au titre de toute responsabilité, dommage, coût ou dépense (y compris honoraires d'avocats) résultant de tout manquement aux déclarations et garanties contenues dans la convention.

Ces déclarations et garanties restent en vigueur après la fin de la convention.

Article 10 : SECRET PROFESSIONNEL ET OBLIGATION DE DISCRETION

Le Responsable Scientifique est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations scientifiques ou techniques, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution de la convention et qui ne relèvent pas du domaine public. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de la Mission.

Article 11 - RESILIATION

11-1 Force majeure

Si, pour une raison de force majeure, le Responsable Scientifique se trouve dans l'impossibilité d'exécuter l'une ou l'autre des prestations ou l'ensemble de celles-ci, il devra en aviser le Directeur de la Mission par lettre recommandée avec accusé de réception dès qu'il aura connaissance de ce cas de force majeure.

La Mission a alors la faculté de résilier tout ou partie de la convention ou d'en faire poursuivre l'exécution comme elle l'entend.

La résiliation prend effet quinze jours après la réception de la lettre recommandée.

Le Responsable Scientifique fournit alors un « Rapport Récapitulatif », sous format papier et électronique (PDF), sur les travaux effectués dans le cadre des prestations et les résultats obtenus à la date de résiliation.

Le Directeur de la Mission, ou toute autre personne qui lui sera substituée, pourra demander au Responsable Scientifique d'effectuer toute modification qu'il jugera nécessaire sur le Rapport Récapitulatif.

L'obligation de fourniture du Rapport Récapitulatif ne sera considérée remplie qu'une fois ce dernier validé par écrit par le Directeur de la Mission ou toute autre personne qui lui sera substituée.

Le financement apporté par la Mission sera alors révisé par les parties en tenant compte :

- de l'avancement de la recherche à la date de résiliation, étant précisé que la Mission ne pourra en aucun cas être tenue de verser le montant total correspondant à l'exécution des prestations tel que prévu à l'article 4 dans le cas où les prestations n'auraient pas été intégralement exécutées par le Responsable Scientifique ou en cas de retard dans le délai d'exécution des prestations,

- du mémoire financier de l'ensemble des dépenses réalisées dans le cadre de la convention.

En cas d'inexécution totale des prestations, la Mission pourra demander le remboursement des acomptes versés à la signature de la convention selon les modalités définies à l'article 7.4 de la convention. Ce remboursement devra être effectué dans les trois mois suivant la demande.

11-2 Résiliation pour non-application des dispositions du Contrat

La convention est résiliée de plein droit à l'initiative du Directeur de la Mission, par le simple envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception mettant en application la présente clause résolutoire, et ce, sans préjudice de tous autres droits ou actions, notamment en vue de solliciter tous dommages-intérêts auxquels la Mission pourrait prétendre en cas de non-application par le Responsable Scientifique, des dispositions relatives :

- aux conditions et délais de réalisation de la recherche (article 6 du Contrat) ;
- au secret professionnel et à l'obligation de discrétion (article 10 du Contrat).

En cas d'inexécution totale des prestations, la Mission pourra demander le remboursement du premier versement effectué après remise et validation de la Note Méthodologique selon les modalités définies à l'article 7 du Contrat. Ce versement devra être effectué par le Contractant dans le délai d'un mois à compter de la demande.

En cas d'inexécution partielle des prestations ou de retard dans l'exécution des prestations, la Mission ne sera pas tenue de verser la somme correspondant au deuxième versement et/ou au solde. En tout état de cause, la Mission ne pourra être tenue de verser le montant total correspondant à l'exécution des prestations tel que prévu aux articles 4 et 7-4. Si ces sommes ont déjà été versées, la Mission pourra demander le remboursement du deuxième versement et/ou du solde, qui devra être versé à la Mission par le Contractant dans les trois mois de la demande.

11-3 Résiliation liée au départ du Responsable Scientifique

La convention est résiliée de plein droit, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 11-2, lorsque le Responsable Scientifique de la recherche, nommé désigné à l'article 2 de la convention, cesse ses activités pour cause de décès, mutation, mise à la retraite ou pour tout autre motif le tenant éloigné pour au moins douze mois des lieux d'exécution de la recherche.

Dans ce cas, la résiliation prend effet trois mois après le départ du Responsable Scientifique chargé de la réalisation de la recherche.

Toutefois, dans cette hypothèse, le Responsable Scientifique a la faculté, sous réserve de l'accord du Contractant, de demander le maintien en vigueur de la convention dans un délai de deux mois après la cessation de ses activités.

A cet effet, le Contractant et le Responsable Scientifique proposent au Directeur de la Mission le nom d'un nouveau Responsable Scientifique. Le Directeur de la Mission prend une décision tendant au maintien en vigueur, à la modification ou à la résiliation de la convention, dans un délai de trois mois courant à partir du moment où le Responsable Scientifique a cessé ses fonctions.

11-4 Résiliation à l'initiative d'une partie

D'une manière générale, et en dehors des cas régis par les articles 11-1 à 11-3 de la présente convention, celle-ci peut être résiliée par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective qu'un mois après la réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec accusé de réception, à moins que, dans ce délai, la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

11-5. Remise des travaux, documentation et rapport récapitulatif

En cas de rupture de la convention en raison d'une faute du Responsable Scientifique, celui-ci devra remettre, dans un délai de deux mois, à la Mission, dans le cas où elle en ferait la demande :

- tous les documents qui lui ont été confiés par la Mission,
- les sources et la documentation associées de la recherche en cours ;
- un « Rapport Récapitulatif », sous format papier et électronique (PDF), sur les travaux effectués dans le cadre des prestations et les résultats obtenus à la date de résiliation. La Mission pourra demander au Responsable Scientifique d'effectuer toute modification qu'elle jugera nécessaire sur le Rapport Récapitulatif. L'obligation de fourniture du Rapport Récapitulatif ne sera considérée remplie qu'une fois ce dernier validé par écrit par le Directeur de la Mission ou toute autre personne qui lui sera substituée.

Plus généralement, et dans le cas où la Mission en ferait la demande, le Responsable Scientifique fournira, sans que cette liste soit exhaustive, tous les documents et données permettant à la Mission de poursuivre ou de faire poursuivre par un tiers de son choix les prestations inachevées par le Responsable Scientifique.

Article 12 - PRESCRIPTION

Les parties conviennent que la durée de prescription pour toute action pouvant être engagée par le Responsable Scientifique contre la Mission sous quelque fondement que ce soit au titre de la validité et/ou de l'exécution du Contrat, est d'un an à compter du fait générateur de l'inexécution pour toute action à l'encontre de la Mission concernant l'exécution du Contrat.

Article 13 – LOI APPLICABLE – REGLEMENT DES LITIGES

La convention est soumise aux lois et règlements français.

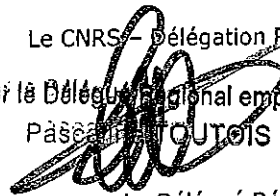
En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation. Elles pourront recourir, le cas échéant, à une personne choisie d'un commun accord.

La Directrice de la Mission de recherche
Droit et Justice



Sandrine ZIENTARA-LOGEAY

Le CNRS – Délégation Rhône-Auvergne
Pour le Délégué Régional empêché
Pascal FROUJON



Le Délégué Régional


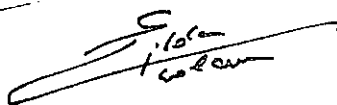
07 JUL. 2015

Les Responsables scientifiques

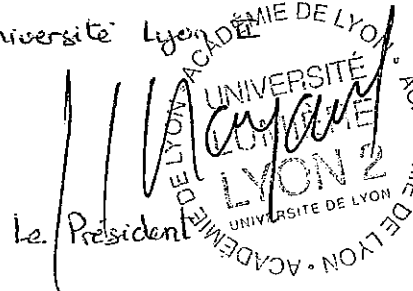
Adrien BASCOULERGUE

Gilda NICOLAU

Philippe CHARRIER


L'Université Lyon 2
Le Président



UNIVERSITÉ DE LYON
LYON 2
ACADÉMIE DE LYON

ANNEXE I FINANCIÈRE

«Analyse socio-juridique des dispositifs de médiation dans trois cours d'appel : de la prescription à l'accord de médiation»

Adrien BASCOULERGUE Gilda NICOLAU Philippe CHARRIER

A – Détail du financement accordé par la Mission de recherche Droit et Justice (Groupement d'intérêt public)

Postes de dépenses	Montant
- rémunération	23.330,81 €
- <i>salaire chercheur associé</i> 16.397,71 €	
- <i>vacations doctorant</i> 3.416,16 €	
- <i>vacations retranscription</i> 1.640,16 €	
- <i>vacations saisie questionnaire</i> 1.876,78 €	
- frais de mission – déplacements	4.763 €
- <i>frais de déplacement</i> 3.770,00 €	
- <i>frais d'hébergement</i> 528,00 €	
- <i>frais de repas</i> 465,00 €	
- documentation, frais postaux	1.200 €
- ordinateur portable	700 €
- logiciel traitement de données	350 €
- reprographie (sur la base de 50 exemplaires)	800 €
- frais de gestion (5 %)	1.557,19 €
TOTAL	32.701 €

Analyse socio-juridique des dispositifs de médiation dans 3 Cours d'Appel (Paris, Lyon, Pau) : de la prescription à l'accord de médiation

Projet de recherche

**Projet présenté par le Centre Max Weber
en collaboration avec le l'EA Droit, Contrats et Territoires et le Laboratoire
d'anthropologie Juridique de Paris**

**Etude élaborée en collaboration avec le projet portée par le Centre de Recherche et d'Analyse
Juridiques (CRAJ) de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour**

Sommaire

PROBLEMATIQUE.....	2
SPECIFICITE DU PROJET.....	4
HYPOTHESE	4
CHAMP DE L'ETUDE	8
METHODOLOGIE	10
L'étude des dossiers.....	10
Entretiens et questionnaires.....	10
Observations directes	13
Réunions communes de travail.....	13
ECHEANCIER DES TRAVAUX	13
RESTITUTION-ET-VALORISATION-DES-RESULTATS	14

PROBLEMATIQUE

La médiation commence à avoir une histoire en France, car le renouveau de ce mode de gestion des conflits date de près de 40 ans si l'on se réfère aux premières instances de médiation, comme la création en France de l'institution du médiateur de la République en 1973¹. Depuis cette date, la médiation s'est développée dans tous les champs de la vie sociale de la famille au scolaire, en passant par le quartier, le travail...et elle ne représenterait plus une simple alternative à la justice, mais un autre mode de gestion des conflits et pour certains, un autre mode de régulation sociale². Après les années d'euphorie où la médiation était présentée comme le remède à tous les maux de la société, on assiste actuellement à un désenchantement à l'égard de ce mode de gestion des conflits. Pour sortir de ce débat très idéologique entre les partisans et les opposants à la médiation, nous avons proposé depuis quelques années la création d'un observatoire de la médiation dans le but, non seulement, de dresser un état des lieux de la médiation mais aussi d'analyser ce phénomène qui ne peut se réduire à une simple technique de gestion des conflits ou à l'apparition d'un nouvel acteur : le médiateur. D'autres que nous ont montré que le champ de la médiation était traversé par différentes logiques, les unes instrumentales, réduisant cette dernière à un mode de pacification des relations sociales, les autres plus communicationnelles, faisant de la médiation, un autre mode de régulation sociale³. C'est pour analyser ces différentes logiques que nous avons débuté un programme de recherche, il y a 10 ans, portant sur l'évaluation des dispositifs de médiation. Nous avons concentré nos premiers travaux sur l'évaluation de la dimension éducative de la médiation, car nous avons fait l'hypothèse que la médiation pouvait s'apparenter, d'une part, à un processus éducatif dans le sens où la participation à un dispositif de médiation peut être définie comme l'apprentissage d'un nouveau « rituel » de gestion des conflits visant à faire des médiés des acteurs à part entière en matière de gestion des conflits⁴; d'autre part, la médiation pouvait aussi s'apparenter à l'apprentissage d'un « agir communicationnel », d'une nouvelle forme d'action, permettant de transformer, non seulement la manière d'agir mais plus généralement les relations sociales⁵. Sans prétendre que la médiation possède une visée « transformative »⁶, nous voulions vérifier si l'apprentissage de cette nouvelle forme d'« agir communicationnel »⁷ pouvait contribuer à modifier, non

¹ BONAFA-SCHMITT J-P, *La médiation: une justice douce*, Syros-alternatives, 1992

² Sur cette question cf : BONAFA-SCHMITT J-P, DAHAN J, SALZER J, SOUQUET M, VOUCHE J-P, *Les médiations, la médiation*, Erès-trajets, 1999 ; BONAFA-SCHMITT J-P, *La médiation: une justice douce*, op.cit. ; GUILLAUME-HOFNUNG M, *La médiation*, Que sais-je-PUF, 1995 ; SIX J-F, *Le temps des médiateurs*, Seuil, 1990 ; De BRIANT V, PALAU Y, *La médiation. Définitions, pratiques et perspectives*, Nathan Université, Sciences Sociales 128 ; TOUZARD H, BASTOUNIS M, BENHARDA-PIGET I, *Les représentations sociales du règlement des litiges/ Le cas des modes alternatifs*, Université Paris 5, GIP Droit et Justice, 2001 ; CHEVALIER P, DESDEVISES Y, MILBURN P, *Les modes alternatifs de règlement des litiges : les voies nouvelles d'une autre justice*, La documentation Française, Mission de Recherche Droit et Justice, 2003 ; MILBURN Ph, *La médiation. Expériences et compétences*, La Découverte, Alternatives sociales, 2002 ; BEN MRAD F, *Sociologie des pratiques de médiation*, L'Harmattan, 2002 ; GUINCHARD S, *L'ambition raisonnée d'une justice apaisée*, Rapport au Ministre de la Justice, La Documentation française, 2008 ; FUTIAK T, *Le médiateur dans l'arène. Réflexions sur l'art de la médiation*, Erès, Trajets, 2009 ; MAGENDIE J-C, *Célérité et qualité de la Justice : la gestion du temps dans le procès*, Rapport au Ministre de la Justice, Documentation française, 2004 ; MAGENDIE J-C, *Célérité et qualité de la justice devant la cour d'appel*, Rapport au Ministre de la Justice, 2008 (http://www.justice.gouv.fr/art_pix/1_rap...pport_magendie_20080625.pdf) ; FAGET J, *Médiations, les ateliers silencieux de la démocratie*, Eres, 2010.

³ BONAFA-SCHMITT J-P, DAHAN J, SALZER J, SOUQUET M, VOUCHE J-P, *Les médiations, la médiation*, op. cit.

⁴ BONAFA-SCHMITT J-P et ROBERT J-C, « La médiation scolaire dans un réseau d'éducation prioritaire », op. cit.

⁵ HABERMAS J, *Théorie de l'agir communicationnel*, Tome 2 Pour une critique de la raison fonctionnaliste, Fayard, Paris, 1981.

⁶ R. BARUCH BUSH, J. FOLGER, *The promise of mediation. Responding to conflict through empowerment and recognition*, Jossey-Bass Publishers, San Francisco, 1994.

⁷ HABERMAS J, *Théorie de l'agir communicationnel*, Tome 2 Pour une critique de la raison fonctionnaliste, op.cit., p. 393.

seulement, les manières d'agir mais plus généralement les relations sociales⁸. Nous sommes conscients que le développement de ces nouvelles formes d'actions ne relève pas de la culture dominante des juristes et qu'elles suscitent, comme nous avons pu le constater dans des recherches antérieures, des résistances, des oppositions de la part de bon nombre d'acteurs, aussi bien les médiés que les acteurs traditionnels de la gestion des conflits⁹. C'est pour ces raisons, que nous nous sommes fixé comme objectifs d'analyser à la fois ces phénomènes de résistance, mais aussi les changements intervenus dans les attitudes et représentations des médiés dans la gestion de leurs relations. Pour vérifier ces hypothèses, nous avons mené nos premiers travaux d'évaluation tout d'abord dans le champ scolaire dans le cadre d'une recherche européenne financée par l'Union Européenne¹⁰. Puis dans le domaine de la médiation familiale à la demande de la FENAMEF¹¹. L'ensemble de ces travaux a servi de base au projet de création de l'Observatoire des Médiations¹².

Ce projet de création d'un observatoire ne se limite pas à la France, mais a une dimension européenne puisque depuis 4 années, nous avons constitué un groupe de travail, dans le cadre du master de médiation de la faculté de Droit de l'université Lyon 2, composé à la fois des enseignants du master appartenant à l'équipe Droits, Libertés et Territoires (DLT) et de l'UMR Centre Max Weber (CMW) et des représentants de l'Université du Luxembourg et de l'Université de Murcie en Espagne. Ces deux universités sont associées au master de médiation de la Faculté de droit dans le cadre d'un échange Erasmus depuis plus de 10 ans et ont participé à la création de l'Observatoire des Médiations.

Pour la réalisation de cet Observatoire des Médiations, les 2 équipes du CMW et DLT ont obtenu un financement de l'Université Lyon II avec pour objectif de constituer une banque de données pour permettre une meilleure connaissance et vision d'ensemble de la médiation comme mode de régulation sociale des conflits dans les différents champs de la médiation¹³. Plus précisément, il s'agissait :

- d'analyser, sur un plan quantitatif, la nature du contentieux traité en médiation ;
- d'évaluer la satisfaction des médiés par rapport au processus de médiation
- d'évaluer les effets des processus de médiation sur les relations des médiés pendant et après la médiation.

L'objet de ce financement était de finaliser les outils d'évaluation élaborés au cours des recherches précédente et de créer et de tester la plateforme à partir des champs de la médiation familiale en collaboration avec la FENAMEF (Fédération Nationale de Médiation Familiale) et de la médiation sociale avec

⁸ HABERMAS J, *Théorie de l'agir communicationnel*, Tome 2 Pour une critique de la raison fonctionnaliste, *op.cit.*, p. 391.

⁹ BONAFE-SCHMITT J-P, ROBERT J-C, *Les médiations : logiques et pratiques sociales*, GIP Droit et Justice, 2001.

¹⁰ BONAFE-SCHMITT J-P, ROBERT J-C, *La médiation scolaire dans un réseau d'éducation prioritaire*, *op. cit.*

¹¹ BONAFE-SCHMITT J-P, CHARRIER P, ROBERT J-C, *Evaluation des effets des processus de médiation familiale sur les médiés*, FENAMEF, CNAF, 2006.

¹² La création de l'Observatoire des médiations est à l'initiative du Groupe d'Etude du Médiation du Centre Max Weber. C'est un projet Interdisciplinaire impliquant une équipe de sociologues (Centre Max Weber) et de juristes (Droits, Libertés et Territoires) ayant noué des collaborations dans le cadre du master de médiation de la Faculté de Droit. La création de cet observatoire est faite en association avec la FENAMEF et le RENADEM en raison des liens noués dans les recherches antérieures sur l'évaluation des dispositifs de médiation en matière familiale et scolaire. Il s'agit d'un projet de type « on line » pour la saisie et l'exploitation des données. La création de cet observatoire a fait l'objet d'un dépôt de nom de domaine sous l'appellation "Observatoire des Médiations" (MEDIT) : www.observatoiredesmediations.org

¹³ BONAFE-SCHMITT J-P (responsable scientifique) CHARRIER P, (Groupe d'Etude Médiation-Centre Max Weber), BERNIGAUD S (Droits, Libertés et Territoires) FOLIOT G (TGIR Huma-Num), *Création d'un Observatoire des Médiations*, Université Lyon II, recherche en cours et remise du rapport final décembre 2014

le RENADEM (Réseau d'Accès au Droit et de Médiation). Cet observatoire vise à centraliser les informations recueillies dans les centres de médiation (fiches d'activité, questionnaires « satisfaction » et questionnaires « effets de la médiation ») pour la constitution d'une banque de données en matière d'évaluation des processus de médiation¹⁴.

SPECIFICITE DU PROJET

L'originalité du projet est d'être construit sur une coopération et une collaboration avec celui soumis par le Centre de Recherches et d'Analyses Juridique de l'Université de Pau et des pays de l'Adour portant sur la notion de médiation, sa spécificité et sa singularité au regard des autres modes amiables de règlement des différends à partir de l'observation des pratiques juridiques concrètes et sur la pertinence de la réglementation actuelle et ses améliorations. Les deux projets sont totalement complémentaires et non concurrents quant aux objectifs de recherche, au regard du présent appel à projet : le Centre Max Weber s'intéressera essentiellement aux acteurs de la médiation et aux parties, à l'évaluation des facteurs de réussite et l'impact de la médiation ; le CRAJ s'interrogera sur la notion de médiation et l'adéquation de son cadre juridique actuel.

La collaboration s'exprime très concrètement d'une double façon : d'une part, les deux équipes porteurs des deux projets travailleront sur les mêmes données qu'elles auront collectées et traitées selon des modalités définies ensemble et qui seront précisées plus loin (méthodologie) ; cette collaboration permettra d'enrichir de façon considérable le territoire géographique et la quantité des données recueillies, permettant par là même des observations qualitatives plus fines. D'autre part, les observations et résultats des uns pourront utilement nourrir les observations et résultats des autres ; la participation de juristes et de sociologues aux deux projets présentés permettra de développer les réflexions tant juridiques que sociologiques et ce au sein des 5 équipes de recherches concernées. Enfin, les deux projets conjugués couvriraient ainsi l'ensemble des axes d'analyse figurant dans l'appel à projet.

HYPOTHESE

Dans le cadre de cet appel à projets, nous voudrions poursuivre nos travaux antérieurs d'évaluation et nous appuyer sur l'Observatoire des médiations et plus particulièrement, approfondir notre hypothèse sur la médiation comme ne relevant pas de la culture dominante dans nos sociétés. En effet, comme nous l'avons déjà souligné, le faible développement de la médiation s'explique par les résistances, les oppositions de la part de bon nombre d'acteurs, aussi bien les médiés que les acteurs traditionnels de la gestion des conflits que ce soit les avocats, les magistrats.... C'est pour ces raisons, que nous nous sommes fixé comme objectifs d'analyser à la fois ces phénomènes de résistance, mais aussi les expériences réussies de médiation dans un certain nombre de juridictions pour en faire ressortir les bonnes pratiques. En dehors d'un certain volontarisme législatif ou d'un contexte particulier, nous faisons l'hypothèse que la réussite des projets de médiation résulte de la conjonction d'un certain nombre de facteurs liés aussi bien aux parcours de vie, qu'aux expériences professionnelles des principaux acteurs de la médiation : magistrats, médiateurs, avocats et bien sûr les médiés.

¹⁴ ibidem

Pour vérifier cette hypothèse, nous comptons mener une recherche empirique en opérant un suivi longitudinal des dossiers depuis l'envoi en médiation par le magistrat prescripteur jusqu'à la réussite ou l'échec du processus de médiation. Nous nous proposons d'analyser toutes les formes de prescriptions, qu'elles soient proposées ou ordonnées. En effet, il nous apparaît pertinent d'analyser les critères de choix opérés par les magistrats pour envoyer ou non les affaires en médiation pour en souligner les spécificités. Dans nos travaux antérieurs, nous avons montré par exemple que la responsable de la chambre sociale de la cour d'appel de Grenoble, Mme B. Blohorn-Brenneur, avait mis en avant un certain nombre de critères liés à l'ancienneté, à la fonction (encadrement), au lien familial unissant les parties...¹⁵. Nous en profiterons aussi pour dresser le profil du magistrat prescripteur de médiation, en analysant son expérience professionnelle, son parcours de vie... pour tenter de construire une typologie des magistrats, tout en analysant dans la même juridiction le profil des magistrats qui ne renvoient pas en médiation et les raisons de ce non-choix. Sans vouloir faire une sociologie des magistrats favorables ou non à la médiation, nous nous attacherons, au cours d'entretiens, à analyser les raisons invoquées par ces derniers pour renvoyer ou non des affaires en médiation. Nous faisons l'hypothèse que ces implications ou non relèvent de plusieurs registres relevant de facteurs aussi divers que la recherche d'une meilleure qualité de la justice, un gain de temps, une décision mieux appliquée pour les magistrats favorables à la médiation. Pour les magistrats moins favorables, on peut avancer le manque de connaissances de la médiation, l'absence d'informations sur les médiateurs, le manque de temps pour assurer le suivi, le changement d'organisation du travail, mais aussi d'autres plus idéologiques comme la vision de la médiation comme une forme de privatisation de la justice, une remise en cause du rôle du juge.

Dans le cadre de cette recherche, nous nous attacherons ensuite à analyser les raisons de l'acceptation mais aussi des refus de la médiation par les médiés ou les avocats lors de la proposition de médiation par le magistrat pour en cerner les raisons. Dans le cadre de nos recherches, nous avons montré que le pourcentage de refus pouvait être très important et atteindre pratiquement 50%¹⁶. Il est vrai que la médiation repose sur le postulat de la liberté des parties et que le principe d'instaurer la médiation obligatoire, comme cela s'est fait dans certains pays, suscite de nombreuses controverses et polémiques¹⁷. C'est pour cette raison que nous nous attacherons à analyser les différents processus incitatifs prévus par les textes comme en médiation familiale (réunion d'information, injonctions...) ou par les juridictions (audience de médiation...). Ce volontarisme législatif a eu un effet sur les pratiques des magistrats, puisque D. Ganancia, ancienne vice-présidente et JAF au TGI de Paris, a souligné qu'entre « 2007 et 2008, il y a eu 67% d'augmentation des injonctions à rencontrer un médiateur familial prononcées par les juges ». Dans le cadre de cette recherche nous chercherons à analyser l'efficacité ou non de ces différents dispositifs législatifs ou prétoriens et nous attacherons aussi à analyser le rôle des greffiers dans l'information sur les dispositifs de médiation¹⁸. En effet, le greffier peut aussi favoriser le recours à la médiation en informant directement les parties ou en les orientant sur les points d'information en la matière.

Après les magistrats, nous nous attacherons, dans cette analyse longitudinale, à cerner et à analyser le rôle des avocats dans le processus de médiation. En effet, avec le développement de la médiation dans tous les champs de la vie sociale, les avocats ont été confrontés à l'apparition d'un nouvel acteur dans le champ, pour

¹⁵ BONAFE-SCHMITT J-P, ROBERT J-C, *Les médiations : logiques et pratiques sociales*, op. cit.

¹⁶ Ibidem

¹⁷ 2013, année de la médiation, *Libération*, 1/1/2013. www.gemme.eu/en/article/download/214/; www.fncmediation.fr/attachment/328006/

¹⁸ www.justice.gouv.fr/justice-civile-11861/la-mediation-familiale-judiciaire-au-tgi-de-paris-23899.html

ne pas dire le marché de la gestion des conflits : le médiateur. Si au départ, cette fonction pouvait apparaître accessoire à une activité principale, comme celle d'avocat, de travailleur social, de consultant... très rapidement un processus de professionnalisation s'est mis en place avec comme point d'orgue, la création du diplôme d'État de médiateur familial (DEMF) qui consacre l'existence d'une nouvelle profession, celle de médiateur¹⁹. La profession s'est opposée à la création de ce DEMF, mais sans succès et actuellement cherche à s'adapter à la situation en proposant à ses membres de se former à la fois comme médiateur mais aussi comme conseiller auprès de leurs clients engagés dans des processus de médiation. Dans le cadre de cette recherche, nous nous en tiendrons à suivre les avocats impliqués dans les processus de médiation pour analyser à la fois la manière dont ils conseillent leurs clients que ce soit en amont lors de l'acceptation ou non du processus de médiation ou encore lors du déroulement de la médiation (participation ou non aux rencontres de médiation, participation ou non à la rédaction de l'accord...). Nous analyserons aussi leurs représentations de la médiation et veillerons à cerner aussi les pratiques ou méthodes mises en œuvre par les avocats isolément ou collectivement au niveau des barreaux, pour répondre et s'adapter à cette nouvelle fonction dans l'accompagnement de leurs clients dans les processus de médiation²⁰.

Comme pour les magistrats et les avocats, nous allons au cours de cette recherche tenter de dresser le profil des médiateurs car si la médiation est à la mode, on connaît mal ceux qui la pratiquent. Pourtant l'émergence du médiateur, comme nouvel acteur dans le champ de la gestion des conflits et des relations sociales suscite de nombreuses interrogations notamment sur son identité et celle de la professionnalisation de cette nouvelle activité²¹. Pour répondre à ces interrogations, il conviendrait de développer une sociologie des médiateurs afin de cerner leur profil socio-professionnel, leur formation à la médiation, leur mode d'exercice de cette fonction... mais celle-ci reste encore à faire en raison de la quasi-absence de recherche sur cette question²². On peut s'étonner de cette carence surtout lorsque l'on sait que les médiateurs sont issus de professions aussi diverses que celles d'avocat ou encore de conseiller conjugal et que l'on peut penser que celles-ci ne sont pas sans conséquence sur leur manière de gérer le processus de médiation. L'analyse du type et des contenus de formation à la médiation suivis par les médiateurs devrait nous apporter des informations précieuses pour dresser une typologie d'intervention des médiateurs. Il en est de même des champs d'intervention des médiateurs, est-ce que l'on peut mettre sur le même plan un médiateur familial et un médiateur en matière commerciale, est-ce qu'ils utilisent les mêmes méthodes, techniques d'intervention et de résolution des conflits ?

Pour tenter de répondre à l'ensemble de ces questions, nous faisons l'hypothèse que le médiateur peut être défini comme un tiers impartial et dont l'action reposerait sur un agir communicationnel pour reprendre la terminologie d'Habermas c'est à dire en dehors de toute relation de pouvoir²³. Nous faisons l'hypothèse qu'à

¹⁹ Arrêté du 19 mars 2012 relatif au diplôme d'Etat de médiateur familial ;

www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte

²⁰ Bon nombre de barreaux, comme celui de Lyon, ont mis en place des modules de sensibilisation au processus de médiation dans le cadre des Ecoles d'Avocats.

²¹ Nous avons choisi à dessein le terme d'activité car il existe une certaine confusion conceptuelle entre ce que nous appelons les "activités" et les "instances" de médiation. Sur cette question cf. BONAFA-SCHMITT J-P, "Les médiations" in Morhain Y, *Médiation et Lien social*, Hommes et Perspectives, 1998.

²² GRAY E, « AFM survey results outline interesting demographic picture of members », *Mediation News*, Vol. 16, n°3, 1997 ; Etude portant sur 250 médiateurs familiaux du Canada et publié dans *Interaction* Vol. 10 n°2, 1998 ; Comité National des Associations et Services de Médiation Familiale « Le profil du médiateur familial-Résultats de l'enquête-mars 2000 » 28 p.

²³ HABERMAS J, *Théorie de l'agir communicationnel*, op. cit., p.393

la différence des autres acteurs de la régulation qui agissent selon une rationalité légale, les médiateurs fonderaient leur action sur une rationalité communicationnelle, sur la recherche d'un consensus, d'une intercompréhension entre les parties. Nous chercherons à vérifier comment le médiateur met en œuvre ce processus de médiation s'apparentant à un véritable « rituel » dans le sens où *"il maintient l'expression conflictuelle dans des formes rigoureusement déterminées"*²⁴; avec le respect d'un certain nombre de règles comme la neutralité, la confidentialité, un minimum de formalisme dans l'organisation des rencontres qui marque les différentes phases dans la recherche d'une solution. Nous nous efforcerons ensuite de cerner à partir d'observations et d'entretiens comment se créent à l'initiative du médiateur, les conditions processuelles permettant une bonne communication entre les parties, c'est à dire orientée vers ce que J. Habermas appelle « l'intercompréhension ».

Dans ce sens, le rôle du médiateur serait de créer les conditions processuelles permettant *"la mise en discussion des actes de langage de manière à rendre possibles les compréhensions mutuelles entre acteurs"*²⁵. Ce phénomène d'intercompréhension a été décrit par d'autres auteurs sous des appellations diverses comme « *la phase de catharsis* », de « *conversion* »... mais quelle que soit la dénomination, il s'apparente à un véritable processus social qui se construit à partir des interactions verbales entre les différents acteurs²⁶.

Cet idéal-type de médiation pour reprendre l'expression de Max Weber ne doit pas nous faire oublier que s'il existe des différences notables entre les différents types de médiation (familiale, commerce,...)²⁷, ces différences ne devraient pas occulter l'existence de caractéristiques communes entre les différents processus de médiation ce qui devrait nous amener à nous interroger sur l'existence d'un ou de plusieurs rituels de médiation²⁸. Pour répondre à cette question, nous avons décidé de concentrer notre analyse sur les rencontres de médiation car elles constituent une phase commune à toutes les formes de médiations étudiées. Nous nous efforcerons d'analyser au cours de nos observations toutes les phases du processus de médiation qui contribuent à créer ce rituel en ne nous limitant pas simplement aux échanges verbaux, mais aux dimensions non verbales comme le comportement des acteurs, leurs expressions, leur positionnement dans l'espace.

Enfin, nous nous interrogerons sur les acteurs directs de la médiation c'est-à-dire les **médiés** car à la différence des autres « modes de gestion des conflits », la médiation repose sur une participation active des parties dans le processus de résolution des conflits mis en œuvre par les médiateurs. C'est pour cette raison que nous accorderons une importance à l'analyse du profil socioprofessionnel des parties impliquées dans les différents types de médiation : médiation familiale, commerciale... Pour mener cette analyse, nous partirons de la grille d'analyse du profil des médiés élaborée dans le cadre de l'Observatoire des Médiations pour en cerner à la fois les points communs et les différences. Il nous apparaît important de vérifier si des variables, comme le sexe, l'âge, la situation familiale, la nationalité, l'activité professionnelle... pourraient avoir une influence sur le processus de médiation et sur ses résultats.

²⁴ GIRARD R, *La violence et le sacré*, Hachette-Pluriel, Paris, 1998, p.77.

²⁵ DEFLEM M, « La notion de droit dans la théorie de l'agir communicationnel de Jürgen Habermas », *Déviance et Société*, 1994, vol.18, n°1, p. 96.

²⁶ FUTIAK T, *Le médiateur dans l'arène. Réflexions sur l'art de la médiation*, Erès, Trajets, 2009 ; MORINEAU J, *L'esprit de médiation*, Erès, 1998.

²⁷ En ce qui concerne les médiations juridictionnelles, les manières dont sont catégorisées les pratiques de médiation sont en relation avec les catégories juridiques, donc déterminée par le savoir des juristes.

²⁸ WEBER M, *Essais sur la théorie de la science*, Presses Pocket, 1992.

Il est un fait que le profil des usagers de la médiation est directement lié à la nature du contentieux traité et l'on pourrait se poser la question de l'intérêt de développer une telle sociologie des usagers de la médiation si ce n'est qu'une telle démarche devrait permettre de mieux comprendre la spécificité de la médiation par rapport aux autres formes de gestion des litiges. Cette meilleure connaissance du phénomène de la médiation nécessite que l'on se donne les moyens de vérifier si les usagers sont par exemple les mêmes ou non que ceux qui utilisent les modes juridictionnels, s'ils se recrutent parmi des catégories particulières de la population...

Au-delà de cette sociologie de l'utilisateur, nous comptons analyser principalement comment les médiateurs parviennent à créer les conditions processuelles pour favoriser, non seulement la participation des médiés au processus de médiation, mais surtout comment ils en arrivent à les transformer en acteurs de la résolution de leur conflit. Contrairement à des idées avancées, la médiation n'est pas un processus neutre, les médiateurs comme les parties en conflit ont leurs propres stratégies. Les médiateurs, en fonction de la nature du conflit, de la personnalité des parties, de la nature de leurs relations, auront tendance à privilégier certaines techniques de médiation (reformulation, aide à la recherche de solution ou méthodes d'intervention (rencontre en face à face ou indirecte...). Sur ces questions dans des travaux antérieurs, nous avons constaté que les médiateurs issus de la profession d'avocat n'hésitaient pas à utiliser les rencontres séparées pour amener les parties à trouver une solution en cas de blocage des discussions. Alors que ceux issus du travail social sont plus réticents à utiliser ce type de rencontre pour préserver une attitude d'impartialité et éviter tout risque de manipulation²⁹.

Pour connaître le point de vue des médiés sur le processus de médiation et le rôle des médiateurs, au-delà des observations et des entretiens menés, nous comptons aussi utiliser un outil particulier élaboré dans le cadre de l'Observatoire des Médiation : le « questionnaire satisfaction ». Cet outil devrait nous permettre de cerner les représentations des médiés et surtout leur évaluation en matière de satisfaction du rôle du médiateur, de la qualité du processus de médiation mis en œuvre, de la prise en compte ou non de leurs besoins et intérêts, de leur degré de participation dans la recherche de solution, de leur satisfaction à l'égard des résultats de la médiation, de son coût... Et en cas d'absence d'accord, des raisons de l'échec des négociations et de suites données à leur affaire.

CHAMP DE L'ETUDE

Pour la vérification de cette hypothèse, nous comptons poursuivre nos travaux dans le domaine familial et social en l'étendant à d'autres champs comme le commerce et plus généralement dans le domaine civil en prenant en compte aussi bien les contentieux du TGI, TI et CA. Pour mener cette recherche, nous avons retenu trois ressorts de cours d'appel en France, celle de Lyon, Paris et Pau en raison des liens que nous avons noués avec des centres de médiation et en raison de l'implication forte de chefs de juridiction dans l'élaboration du projet comme le M. Michel Gaget (Président de chambre à la cour d'appel de Lyon) et M. Philippe Bertrand (Président de chambre à la cour d'appel de Pau).

²⁹ PEKAR-LEMPEREUR A, COLSON A, SALZER J, *Méthode de médiation. Au cœur de la conciliation*, Dunod, 2008

Ce choix se justifie aussi par des facteurs géographiques et de taille des juridictions, en effet nous voudrions diversifier notre échantillon de juridictions étudiées en prenant en compte des ressorts de cours d'appel contrastés comme celle de Lyon et Paris avec une grande métropole et des juridictions de taille importante et celle de Pau avec des villes moyennes et des juridictions de taille modeste. Sans tomber dans un certain déterminisme lié à la taille ou à la géographie urbaine, nous voulons vérifier si ces deux facteurs peuvent avoir une influence sur la réussite des projets de médiation. De plus, la présence de deux membres de l'équipe de recherche Mme Guillaume-Hofnung professeur de droit à l'Université de Paris XI et Mme Gilda Nicolau Professeure d'anthropologie du droit à l'Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, devrait favoriser le bon déroulement de cette recherche dans le ressort de la cour d'appel de Paris.

Dans le ressort de chaque cour d'appel, nous avons décidé de retenir les juridictions suivantes :

- pour la cour d'appel de Lyon

- 2 tribunaux d'instance (Lyon, Bourg-en-Bresse)
- 2 tribunaux de commerce (Lyon et Bourg-en-Bresse)
- 2 tribunaux de grande instance (Lyon et Bourg-en-Bresse)
- la cour d'appel de Lyon

- pour la cour d'appel de Paris

- 2 tribunaux de commerce (Paris et Bobigny)
- 2 tribunaux de grande instance (Paris et Bobigny)
- 4 Chambres à la Cour d'appel de Paris (civile, commerciale, familiale, sociale)

- pour la cour d'appel de Pau

- 2 tribunaux de commerce (Pau, Bayonne)
- 2 tribunaux de grande instance (Pau, Bayonne)
- la cour d'appel de Pau

Pour le choix des contentieux et pour avoir des résultats assez représentatifs, nous procéderons à une pré-enquête pour échantillonner les chambres des TGI retenus. Nous comptons porter l'analyse sur au moins trois années de 2011 à 2014 et en privilégiant les contentieux de la famille ou encore du commerce, ce qui explique que nous étudierons en priorité l'activité de médiation des chambres de la famille ou du commerce. Pour les autres contentieux, nous partirons des initiatives mises en place par des présidents de chambre au TGI ou à la CA comme dans le cas du TGI de Lyon dans le cadre de la chambre consacrée au contentieux immobilier, de la copropriété, du bail commercial et de la propriété intellectuelle. Il en est de même à la cour d'appel de Pau, où le président de la chambre commerciale a proposé plus de 240 médiations et une étude de ce dispositif est en train d'être réalisée, par une équipe de recherche de l'université de Pau.

Dans le cadre de cette recherche, nous comptons associer comme experts nos partenaires de l'Observatoire des Médiations, c'est-à-dire Claude Houssemand de l'Université du Luxembourg, Mari-Paz Garcia-Longoria de l'Université de Murcie en Espagne, François Roberge de l'Université de Sherbrooke et des représentants de la FENAMEF, du RENADEM et de l'ANM en France et du ROJAQ au Québec. Les partenaires seront associés au projet, comme nous l'avons fait dans le cadre de la recherche sur la création de l'Observatoire des Médiations, et développeront des axes de recherche similaires dans leur pays à partir de leur propre source

de financement. Nous comptons travailler par visioconférence ou a lors de leurs déplacements à l'université Lyon II dans le cadre des enseignements du master de médiation.

METHODOLOGIE

Sur le plan méthodologique, nous allons poursuivre la construction et affiner les outils de l'Observatoire des Médiations dans le cadre d'une approche quantitative en la combinant avec une approche plus qualitative sur la base d'observations des dispositifs de médiations et d'entretiens avec les principaux acteurs c'est-à-dire les magistrats, les médiateurs, les médiés et les avocats.

L'étude des dossiers

Pour l'étude des dossiers de médiation, nous avons décidé de partir de la grille de l'Observatoire des Médiations. Cette grille nous permettra de recueillir, à partir de l'exploitation des dossiers, des données sur le "profil" socioprofessionnel des parties, le type de demande, l'argumentaire développé, la nature des documents échangés, le type d'assistance, le déroulement et la durée du processus de médiation, la solution du litige... Dans l'exploitation des dossiers, nous accorderons aussi une attention particulière aux refus de médiation et aux affaires abandonnées en cours de procédure de médiation, ainsi qu'aux échecs, pour tenter de déterminer les raisons de ces abandons ou de ces médiations qui n'ont pas abouti.

La grille d'analyse se décompose en 5 parties :

- 1^{ère} partie : identification de l'instance de médiation et des médiateurs
- 2^{ème} partie : identification des médiés (profil socio-professionnel des médiés) et des participants au processus de médiation (avocat...)
- 3^{ème} partie : objet de la demande (divorce, successions,.. ; consommation, logement...)
- 4^{ème} partie : processus de médiation (types de médiation, nombre de rencontres, durée de la médiation)
- 5^{ème} partie : issue de la médiation (accord ou non; contenu de l'accord ... autres issues)

Sur un plan quantitatif, nous étudierons les dossiers de médiation de l'ensemble des juridictions retenues et pour avoir des données comparables dans le temps nous retiendrons les mêmes périodes de référence c'est-à-dire les années 2011 à 2014.

Entretiens et questionnaires

Dans le cadre de chaque ressort de cours d'appel, nous procéderons à une enquête par entretien auprès des magistrats, avocats médiateurs et des médiés. Ces entretiens seront complétés par l'envoi de questionnaires pour avoir un plus grand nombre de réponses que nous pourrions saisir dans le cadre de l'Observatoire des Médiations. La grille d'entretien servira de base à l'élaboration des questionnaires.

- entretiens et questionnaires auprès des magistrats

Nous élaborerons un guide d'entretien semi-directif pour cerner d'une manière plus précise leurs motivations dans l'utilisation ou non de la médiation, leur pratique en la matière. Ce guide sera décomposé en plusieurs parties : une partie aura pour objet de cerner l'identité de ces magistrats et reprendra un certain nombre de questions sur leur statut, leur parcours professionnel, sur leur degré de connaissance de la médiation, s'ils sont suivis ou non de séances de sensibilisation, des modules de formation. Une autre sera centrée sur la pratique qu'ils ont développée comme la détermination des critères pour le renvoi des affaires en médiation (nature des affaires, profil des médiés...), sur les procédures mises en œuvre (propositions, injonction, ordonnance...), sur le choix des médiateurs (liste ou non), sur le type de suivi des dossiers (information sur l'avancée...), sur les résultats de la médiation (homologation en cas de réussite et d'accord formalisé, modalité de renvoi à l'audience en cas d'échec ou d'impossibilité d'aboutir à une médiation), mise en œuvre d'une évaluation du dispositif de médiation (questionnaire en direction des médiés...).

Nous envisageons de réaliser 21 entretiens qui se répartiront de la manière suivante: 9 à Paris 7 à Lyon et 5 Pau. Pour compléter ces entretiens, nous comptons envoyer un questionnaire aux magistrats et greffiers à partir d'un échantillon établi en fonction des chambres et juridictions retenues.

- entretiens et questionnaires auprès des avocats

Comme pour les magistrats, nous élaborerons pour les avocats un guide d'entretien semi-directif pour cerner leurs représentations de la médiation, leur pratique en la matière c'est-à-dire s'ils la proposent ou non à leurs clients... Une série de questions seront communes pour pouvoir opérer des analyses comparées des réponses faites par ces acteurs.

Ce guide sera décomposé en plusieurs parties : une partie aura pour objet de cerner l'identité de ces avocats et reprendra un certain nombre de questions sur leur spécialisation ou non, leur déroulement de carrière, leur mode d'exercice de la profession, leur degré de connaissance de la médiation, leur formation, s'ils ont suivi ou non de séances de sensibilisation, des modules de formation.

Une autre sera centrée sur leur pratique que ce soit avant le démarrage du processus de médiation (conseil donné ou non à leurs clients) ou pendant le déroulement de la médiation comme la participation ou non aux rencontres de médiation, leur type d'attitude pendant les rencontres (intervention ou non) les modalités d'intervention (aide ou non à rechercher une solution), la participation ou non à la rédaction d'un accord.

Sur un plan quantitatif, nous procéderons à 21 entretiens qui se répartiront de la manière suivante : 9 à Paris 7 à Lyon et 5 Pau. Pour compléter ces entretiens, nous comptons envoyer environ 400 questionnaires aux avocats choisis en fonction de la taille des barreaux.

- entretiens et questionnaires auprès des médiateurs

Nous élaborerons un guide d'entretien semi-directif pour cerner d'une manière plus précise leurs motivations, leur origine professionnelle, leur formation initiale et à la médiation, mais aussi sur la

perception de leur légitimité pour intervenir dans les conflits, les points positifs et négatifs qu'ils ont retiré de leur pratique.

La première partie du guide d'entretien aura pour objet de cerner l'identité des médiateurs et reprend un certain nombre de questions sur leur statut, leur champ d'intervention, le lieu d'exercice, le type de formation à la médiation), le type d'exercice de la fonction (seul ou en groupe), les qualités d'un médiateur (impartialité, écoute, etc.), les activités du médiateur (activité associative, professionnelle), les motivations à être médiateur (engagement, changement de profession, etc.) et enfin l'identité personnelle des médiateurs (sexe, situation familiale, âge).

La seconde partie du guide d'entretien sera centrée sur la pratique des médiateurs (type d'affaires traitées, mode de saisine) :

- la conduite des entretiens (répartition du temps de parole, les techniques pour créer un climat de confiance, etc.)
- la démarche des parties (raisons amenant les parties à accepter une médiation)
- le déroulement des séances de médiation (invocation de texte juridique, des preuves écrites ou des témoignages, arguments invoqués pour obtenir un accord, durée moyenne des séances de médiation)
- les moyens adoptés dans la résolution du conflit
- les questions autour de l'application de l'accord)
- les questions de délais, du coût d'une médiation
- l'analyse des causes de non-aboutissement de la médiation (raisons et motifs de l'insatisfaction des médiés, des médiateurs)

Sur un plan quantitatif, nous procéderons à 21 entretiens qui se répartiront de la manière suivante: 9 à Paris 7 à Lyon et 5 Pau. Pour compléter ces entretiens, nous comptons envoyer environ 100 questionnaires selon un échantillonnage qui se fera fonction du nombre de médiateurs selon les juridictions.

- entretiens et questionnaires auprès des médiés

Pour l'élaboration du guide d'entretien nous partirons du questionnaire satisfaction élaboré dans le cadre de l'Observatoire des Médiations. Ce questionnaire a pour objet de faire ressortir la représentation des parties par rapport à la médiation, leur perception du déroulement de la procédure avec des questions sur leur démarche personnelle (raisons de l'acceptation d'un arrangement amiable), sur les qualités du médiateur (impartialité, écoute, etc.), sur la gestion du processus de médiation par le médiateur (neutre, directif, autoritaire), le rôle du médiateur dans le processus de médiation (création ou non d'un climat de confiance, rôle du médiateur dans la recherche de solutions), la durée de la médiation (longue, courte), sur les modalités de la résolution du conflit (respect des intérêts, raisons de la réussite ou de l'échec).

Le questionnaire satisfaction comporte 5 parties :

- 1^{ère} partie : la connaissance de la médiation (modalités de connaissance de la médiation; raisons du choix de la médiation...)
- 2^{ème} partie : nature du conflit (nature des relations, nature des conflits...)
- 3^{ème} partie : processus de médiation (degré de liberté de participation; expression des points de vue; écoute du médiateur...)
- 4^{ème} partie : accord ou non de médiation (degré de satisfaction; degré d'application de l'accord; raisons de l'absence d'accord)
- 5^{ème} partie : Identification (profil socio-professionnel des médiés;

La première phase, d'une durée de 3 mois, est consacrée à l'organisation de l'étude et à préparation des outils méthodologiques mise en œuvre par la suite :

- Constitution d'une bibliographie et d'une documentation ;
- Prise de contact avec les interlocuteurs de terrain ;
- Elaboration/adaptation de la grille de lecture des dossiers de médiation, des guides d'entretien et des questionnaires ;
- 1^{ère} réunion de travail commune entre les équipes regroupées autour du CMW et du CRAJ.

La 2^{ème} phase, d'une durée de 11 mois, est celle de l'enquête de terrain proprement dite. Elle mobilisera des chercheurs additionnels (doctorant) notamment dans la réalisation des entretiens avec les différents acteurs.

- Etude des dossiers de médiation
- Entretiens avec les magistrats, avocats, médiateurs, médiés
- Envoi des questionnaires aux magistrats, avocats, médiateurs, médiés
- Création de la base de données au sein de l'Observatoire des Médiations
- Saisie des données : dossiers, questionnaires
- 2^{ème} réunion de travail commune des équipes

La 3^{ème} phase, d'une durée de 6 mois, consistera à l'analyse brute et aux traitements des données recueillies dans la précédente phase. Elle concerne donc tant des données quantitatives que qualitatives.

- Analyse des questionnaires
- Analyse des entretiens
- Analyse des dossiers
- Exploitation des données
- 3^{ème} réunion de travail commune des équipes

La 4^{ème} phase, d'une durée de 4 mois, sera entièrement consacrée à l'analyse finale et à la rédaction du rapport.

